

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

ÉFAI – 030271 – ASA 21/015/2003

Action complémentaire sur l'AU 95/03 (ASA 21/010/2003 du 9 avril 2003) et suivantes (ASA 21/011/2003 du 11 avril 2003, ASA 21/012/2003 du 14 avril 2003 et ASA 21/014/2003 du 16 avril 2003)

*Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.*

## CRAINTES DE TORTURE PRÉOCCUPATIONS POUR LA SANTÉ

### INDONÉSIE

**Kanius Wenda, alias Kanius Murib (h)**

**Nugungga Telenggeng (h)**

**Kimanus Wenda (h)**

**Yapray Murib (h)**

**Emos Lokobal (h)**

**Des Wenda (h)**

**Mikael Heselo (h)**

**d'autres personnes placées en détention à la suite de l'attaque menée contre le *Komando Distrik Militer* (KODIM, commandement militaire de district) de Jayawijaya, à Wamena**

### nouvelles personnes menacées :

**neuf membres du KODIM de Jayawijaya (également désigné sous l'appellation KODIM 1702)**

---

Londres, le 25 avril 2003

Sept hommes qui étaient détenus dans les locaux du *Komando Distrik Militer* (KODIM, commandement militaire de district) de Jayawijaya, à Wamena, ont été placés en garde à vue au *Polres* (siège de la police) de cette ville et ont obtenu la permission de consulter un avocat. Les autorités les accusent d'avoir attaqué le KODIM de Jayawijaya (également désigné sous l'appellation KODIM 1702) le 4 avril, mais on ignore s'ils ont été inculpés ou non. Bien que ces hommes risquent moins d'être torturés en garde à vue que lorsqu'ils étaient dans les locaux du KODIM 1702, Amnesty International reste préoccupée par leur sécurité.

Neuf membres du KODIM de Jayawijaya, également accusés d'avoir participé à l'attaque, ont été placés en garde à vue au *poltabes* (siège de la police) de Djayapura, capitale de la province de Papouasie, et inculpés de différentes infractions prévues par le Code de justice militaire. Deux d'entre eux, soupçonnés d'avoir joué un rôle actif dans l'offensive, sont passibles de la peine capitale. Les sept autres seraient accusés d'avoir fait preuve de négligence ou d'avoir fourni aux attaquants des armes ou des munitions, infractions passibles de peines moins lourdes. Aucun renseignement n'a été obtenu sur le traitement réservé en garde à vue à ces neuf militaires, mais Amnesty International est préoccupée par leur sécurité.

Mikael Heselo, l'un des civils détenus, avait été arrêté une première fois avec Soleman Hesegem, au cours d'opérations menées par la police et l'armée à Kurima, ville située au sud de Wamena, le 19 avril ou aux environs de cette date. Selon les informations recueillies, l'épouse de Soleman Hesegem a été plaquée au sol par des membres des forces de sécurité, qui lui ont serré la gorge avant de la dévêtir entièrement. Mikael Heselo et Soleman Hesegem ont été conduits au *polsek* (poste de police) de Kurima, où ils ont été interrogés, puis, semble-t-il, relâchés. Mikael Heselo a été à nouveau appréhendé par la suite, et se trouve actuellement en détention.

Selon les informations recueillies, des habitations, des écoles et des centres médicaux situés dans au moins cinq villages ont été incendiés lors d'opérations menées par les forces de sécurité à Wamena et aux alentours. Nombre d'habitants de ces villages auraient quitté leur foyer, et se seraient cachés dans une forêt située à proximité.

Amnesty International ne dispose d'aucune information complémentaire sur le sort d'Elias Tabuni, Wim Logo, Sam Telingan et des autres personnes détenues dont on ignorait l'identité. Il est possible qu'ils aient été libérés ou que leurs noms aient été rectifiés et insérés dans la liste ci-dessus.

**Merci beaucoup à tous ceux qui ont envoyé des appels. Amnesty International va continuer à suivre la situation des personnes toujours détenues et recourir à des méthodes d'action à plus long terme en leur faveur. Dans la dernière série d'appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en bahasa indonesia, en anglais ou dans votre propre langue) :**

- cherchez à obtenir des autorités indonésiennes l'assurance que ni les civils placés en garde à vue au *Polres* (siège de la police) de Wamena, ni les militaires détenus au *poltabes* (siège de la police) de Jayapura ne seront soumis à la torture ou à d'autres formes de mauvais traitements ;
- demandez-leur instamment de veiller à ce que toutes ces personnes puissent sans restriction consulter un avocat de leur choix, entrer en contact avec leurs proches et recevoir des soins médicaux ;
- exhortez-les à s'acquitter des obligations qui sont les leurs aux termes de la Convention des Nations unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, à laquelle l'Indonésie est partie, en ouvrant immédiatement une enquête efficace et impartiale sur les actes de torture qui auraient été infligés aux détenus dans les locaux du *Komando Distrik Militer* (KODIM, commandement militaire de district) de Jayawijaya (également désigné sous l'appellation KODIM 1702), ainsi que sur le cas de Yapenas Murib, apparemment mort des suites de torture.

#### **APPELS À :**

**Commandant militaire de la région KODAM VIII / XVII TRIKORA (qui comprend la Papouasie, anciennement désignée sous le nom d'Irian Jaya) :**

Brig. Gen. Nurdin Zainal  
Pangdam VIII / Trikora  
Jl. Polimak Atas  
Jayapura, Papua  
Indonésie

**Télégrammes :** KODAM VIII / XVII TRIKORA, Papouasie, Indonésie

**Fax :** +62 967 531 642 / 967 537 743 (Si un correspondant vous répond, dites : « *Saya mau kirim fax* », pour obtenir la ligne de fax.)

**Formule d'appel :** *Dear Brigadier General*, / Mon Général, (si c'est un homme qui écrit) **ou** Général, (si c'est une femme qui écrit)

**Chef de la police de Papouasie :**

Insp. Gen. Budi Utomo  
Head of Régional Police Papua  
Jl. Sam Ratulangie No. 8  
Jayapura, Papua  
Indonésie

**Télégrammes :** Kapolda Papua, Jayapura, Papua, Indonésie

**Fax :** +62 967 531 717

**Formule d'appel :** *Dear Inspector General*, / Monsieur l'inspecteur général,

#### **COPIES À :**

**Président de la *Komisi Nasional Hak Asasi Manusia (Komnas HAM)* (Commission nationale des droits humains) :**

The Chairman  
National Human Rights Commission (Komnas HAM)  
Abdul Hakim Garuda Nusantara  
Jl. Latuharhary No. 4B  
Menteng  
Jakarta Pusat 10310  
Indonésie  
**Fax :** +62 21 392 5227

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de l'Indonésie dans votre pays.

***PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.***

**APRÈS LE 6 JUIN 2003, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.**

---

*La version originale a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi. La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI - Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI - IS documents. Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : [www.efai.org](http://www.efai.org)*